

Colloque International - « La gouvernance : vers un cadre conceptuel »

22-24 Novembre 2007

Institut Universitaire d'Etudes du Développement IUED, Genève, Suisse

Communication :

**Le Cadre Analytique de la Gouvernance (CAG) : une lecture à partir de la Planification Stratégique Situationnelle (PES)**

Geert van Vliet, économiste, UR Arena, CIRAD.

31 Janvier 2008

**Introduction**

Ce texte propose une lecture du Cadre Analytique de la Gouvernance (CAG) à partir de l'approche de la Planification Stratégique Situationnelle (plus connue sous le sigle PES, en langue espagnole).

Le Cadre Analytique de la Gouvernance (CAG) est né dans le monde de la recherche et a été développé par Marc Hufty et son équipe. Le CAG répond à un désarroi senti par des chercheurs face à l'absence de cohérence conceptuelle dans l'utilisation des termes de gouvernance et de gouvernabilité. Les chercheurs ont donc conçu le CAG, à travers lequel ils cherchent à utiliser la notion de gouvernance pour qu'elle devienne «un outil destiné à diagnostiquer les processus collectifs qui déterminent, dans une société donnée, la manière dont les décisions sont prises et dont les normes sociales ou institutions sont élaborées dans le domaine des affaires publiques». L'approche CAG propose cinq outils analytiques qui permettront de délimiter un objet délimité et de proposer une méthodologie rigoureuse et

cohérente pour pouvoir être utilisée dans le contexte d'une recherche scientifique (HUFTY, 2007).

L'approche PES, initiée par l'économiste chilien Carlos Matus depuis 1973, est née dans le monde de l'action politique et sociale. Elle cherche à rendre intelligibles et évaluer les situations dans lesquelles l'action politique se déroule - action qui ne concerne pas seulement l'Etat et ses organes (exécutif, législatif, judiciaire), mais tout acteur (ministre, maire, syndicat, parti, association). Au-delà de l'intelligibilité de la gouvernabilité, la PES cherche à proposer des outils de pilotage qui permettent à un acteur donné d'augmenter son autonomie, alors qu'il agit en milieu complexe, c'est-à-dire un milieu marqué par le conflit et l'incertitude. L'approche PES s'est développée à partir de prémisses théoriques proches de celles de la théorie de la régulation (les dynamiques des processus et l'analyse des freins, des résistances, des seuils, des temps) mais aussi autour des théories de l'agir intentionnel et de la planification (économique, sociale, politique). L'approche PES a adapté ou développé des outils : l'analyse des acteurs et de leurs stratégies, l'analyse du « triangle de gouvernement », la prospective et la construction de scénarios, les jeux de rôles, la simulation en salle d'opérations.

En premier lieu nous resituons les origines des réflexions sur la gouvernabilité dans un cadre plus large. En deuxième lieu nous développons trois éléments qui nous semblent des contributions clé de l'apport PES par rapport aux réflexions sur la gouvernabilité. Depuis cet angle nous formulerons des remarques sur la définition de la gouvernance dans le CAG pour tirer quelques conclusions de cette première tentative de lecture.

### **Les réflexions sur la « gouvernabilité » et « la gouvernance » : un patrimoine créé et entretenu par un réseau d'acteurs divers et varié**

Les réflexions sur la gouvernabilité ne datent pas des années quatre-vingt, ne sont pas issues des seules instances multilatérales et ne sont pas l'apanage de la droite. L'étude de la problématique de la gouvernabilité a des racines à la fois très lointaines et très variées. Dans les années cinquante et au début des années soixante, les mouvements de libération réfléchissaient sur le comment s'organiser et comment gouverner une fois obtenue l'indépendance politique dans leurs pays. Des spécialistes de la gestion publique se penchaient sur le problème de "l'assistance technique" à fournir aux gouvernements des pays récemment reconnus par les Nations Unies. Ainsi un documents de la commission des

experts des Nations Unies publié il y a plus de cinquante ans, contenait déjà les thèmes fondamentaux discutés aujourd'hui : la nécessité de transparence des décisions publiques, les possibilités d'exercer le contrôle parlementaire; la définition des structures organisationnelles - le nombre de ministères, comment les organiser, comment coordonner leur action ; la définition des procédures et des règles administratives; le degré de décentralisation; la participation des administrés (United Nations, 1951).

Le thème de la détérioration de la capacité de gestion publique en Amérique Latine fut longuement débattu durant la réunion intergouvernementale de Punta del Este en 1963, et ces efforts donnèrent lieu à la création d'écoles d'administration publique et de départements ministériels de planification dans la plupart des pays latino-américains. De même la capacité de gouverner fût abordé explicitement par George Graham (GRAHAM, 1960). Celui-ci posa la question sur les particularités de la gestion gouvernementale en système démocratique et sur les difficultés de mesurer **la viabilité** des systèmes de gouvernement.

Au cours des années soixante des spécialistes de l'organisation et de la gestion issus de l'école de la recherche opérationnelle et de la théorie des systèmes publièrent une série de travaux sur la gestion en milieu public et privé. Certains auteurs utilisèrent les principes de la cybernétique pour la compréhension des mécanismes de régulation dans les systèmes sociaux, au niveau de l'entreprise et de la société en général. Entre les auteurs les plus marquants de cette période, il convient de citer Karl Deutsch (1963), Stafford Beer (.....) , Michel Crozier et Amitai Etsioni (1968) parce qu'ils sont des auteurs extrêmement critiques et méfiants vis-à-vis des applications de la cybernétique dans le cas des systèmes sociaux et parce que, bien que leurs travaux se fondent sur les connaissances acquises grâce aux apports de la cybernétique et de la théorie des systèmes, ils considèrent que les phénomènes du pouvoir et de l'autonomie des acteurs altèrent les perspectives cybernétiques traditionnelles de la "régulation asservie".

Durant cette même période, l'irruption des mouvements sociaux enrichit les discussions sur la gouvernabilité. Ainsi, aux Etats-Unis, la défense des droits civils pour les minorités ethniques, les mouvements culturels radicaux, les protestations contre la guerre au Vietnam, le mouvement des Panthères Noires; Mai 68 en France; les mouvements de squatters à Londres, Amsterdam et Frankfurt; les guérillas urbaines en Allemagne, en Italie et au Canada; les manifestations des étudiants et la guérilla urbaine au Japon et finalement, dans la plupart des pays latino-américains, les manifestations étudiantes, l'amplification des mouvements de

guérilla rurale implantés de longue date (Venezuela, Colombie) et le début des mouvements de guérilla urbaine (Argentine, Uruguay). En analysant ainsi les origines des réflexions sur la gouvernance et sur la gouvernabilité, on découvre qu'elles ne sont nullement l'apanage des institutions financières internationales, ni des Etats, ni de l'académie...C'est de l'intérieur de ces mouvements que sont nés de nombreuses réflexions sur la coordination non hiérarchique, sur la notion d'autonomie, sur la viabilité de l'action sociale en milieu adverse et sur les chances d'augmenter la gouvernabilité des zones rurales, des quartiers, à partir de la perspective d'action de ces acteurs (voir les nombreux pamphlets, documents et tracts conservés dans les divers centres de recherche dédiés à l'histoire sociale).

Dans une perspective engagée au côté de ces nouveaux acteurs, Nicos Poulantzas (1968) et Maria Antonietta Macciocchi faisaient redécouvrir les travaux d'Antonio Gramsci et ses réflexions sur les deux principes fondamentaux de gouvernement (gouverner par la coercition ou par le consensus) et sur le problème de la nature des marges de manœuvre pour un acteur donné. Dans cette optique, Nicos Poulantzas développe les thèmes de "l'autonomie relative" et propose une interprétation des principaux mécanismes de régulation des systèmes politiques et sociaux d'aujourd'hui.

D'autre part, parmi les ouvrages qui focalisent sur l'action publique gouvernementale, on peut mentionner l'ouvrage collectif dirigé par Dwight Waldo "Public administration in a time of turbulence" (1971). Le livre de Graham Allison (1971) ouvrit un programme de recherche sur la nature hétérogène des processus décisionnels intra- et inter-organisationnels au niveau du gouvernement à partir d'une analyse détaillée du dénouement de la crise des missiles au Cuba en Octobre de 1962. La Commission Trilatérale (composée d'hommes politiques, de dirigeants d'entreprise, de syndicalistes et de chercheurs) aborda alors de manière systématique la question de la gouvernabilité des systèmes démocratiques parlementaires, à partir des points de vue d'une variété d'acteurs.

Les expériences au Chili de Stafford Beer, de Fernando Flores et de Carlos Matus (1985) durant le gouvernement de Salvador Allende (1970-1973) relèvent du même thème, mais à partir d'une approche différente, puisqu'il s'agissait de développer un nouveau modèle de gestion publique –à partir d'une posture de praxis de l'action politique- (Crowther et Flores, 1970) et d'utiliser les connaissances apportées par la cybernétique politique pour faciliter la participation populaire à la gestion du gouvernement et des entreprises. Le coup d'Etat contre le gouvernement Allende marque un coup d'arrêt aux espoirs suscités par ces expériences.

Les ministres furent emprisonnés dans l'île de Dawson à l'extrême sud du Chili et leurs discussions en prison sur les raisons de l'échec allaient bientôt former « l'Ecole de Dawson » (1973-1976). Ils allaient cependant rejoindre les nombreux syndicalistes, parlementaires et chercheurs latino-américains en exil au Mexique, au Venezuela, ou au sein des instances financières et techniques multilatérales, où ils contribuèrent au renouveau de l'attention pour l'administration publique, la modernisation de l'Etat et... la gouvernance. L'approche de la Planification Stratégique Situationnelle est née dans ce creuset.

### **Trois contributions clé de l'approche PES sur la gouvernabilité : l'engagement, le « triangle de gouvernement », la biodégradabilité des politiques et stratégies**

Le problème de la gouvernabilité n'a de sens que dans l'action, qui s'effectue en appliquant de l'énergie ou en transmettant de l'information. Sans action, il n'y a pas de problème de pilotage, ni de gouvernabilité ni de gouvernance. Or, il n'y a pas d'action « en général ». L'action est une activité intentionnelle engagée par un acteur précis, dans des circonstances précises, par rapport à d'autres acteurs et par rapport à la biosphère. Cette prémisse a plusieurs implications.

La première, c'est qu'il nous faut aborder l'idée d'intentionnalité. L'idée d'intentionnalité remet la notion de plan -c'est-à-dire du calcul qui précède et préside l'action- au coeur des réflexions sur la gouvernance et la gouvernabilité.

La deuxième implication est de nature opérationnelle. S'il y a intentionnalité, c'est-à-dire aspiration à modifier les paramètres d'une situation donnée, comment introduire les changements voulus par un acteur ou une coalition d'acteurs donnée? Comment introduire les changements alors que nous nous situons en milieu complexe? La complexité appelle un calcul stratégique (afin de mieux maîtriser le conflit) et un calcul prospectif continu (afin de mieux maîtriser l'incertitude).

La troisième, et sans doute la plus importante, c'est qu'il convient de "se situer" (« chacun s'ouvre sa propre porte », Sartre, l'Etre et le Néant) d'où le développement de la notion d'analyse situationnelle. En adoptant la posture de « se situer », l'approche PES prône résolument l'engagement (on ne planifie pas « en général » ou « pour tous », mais à partir d'un acteur précis). Raison pour laquelle les chercheurs qui ont contribué au développement et la mise en œuvre de la PES, au côté des acteurs politiques et sociaux, ont adopté la posture scientifique de la recherche-action. Cependant, afin d'augmenter l'intelligibilité nécessaire à

l'action, et comme un acteur opère parmi d'autres acteurs, il convient de réaliser autant d'analyses de la situation qu'il y a d'acteurs impliqués, en se situant successivement depuis la perspective de chaque acteur (scanning en termes d'Etsioni dans « The active Society », 1968). Suivant le précepte de Polanyi, la seule manière de comprendre les problématiques et enchevêtrements complexes d'acteurs, c'est de se situer successivement à la place des différents acteurs (incluant le chercheur qui cherche à comprendre le tout...). En réalisant ce scanning, on découvre que la problématique de la gouvernabilité et de ses limites se pose à chaque acteur, à tous les niveaux d'organisation. Cependant, pour comprendre la nature des asymétries entre les acteurs et les raisons pour lesquelles les capacités d'intervention des acteurs fluctuent dans le temps un outil additionnel devient nécessaire.

La notion de « triangle de gouvernement » développée par Carlos Matus permet d'aborder la question de l'asymétrie et comment elle évolue. La gouvernabilité, pour un acteur donné, n'est autre chose que l'espace dans lequel cet acteur peut exercer son autonomie. Et cette autonomie est relative (Poulantzas, 1968) car elle est limitée par les actions des autres acteurs et par la biosphère (van Vliet, 1997). Le triangle de gouvernement comprend les éléments suivants : la nature des problèmes à confronter, la nature du projet de l'acteur et des capacités de l'acteur. Les problèmes à confronter peuvent être des problèmes simples, semi-structurés - «messes » ou complexité- , ou non-structurés -la «complexité dure»-. Le projet de l'acteur est l'ensemble des actions envisagées, de nature stratégique ou tactique, dans un ordre et dans un pas de temps donnés. La capacité de l'acteur dépend de sa capacité à identifier et mobiliser sa base de ressources, c'est-à-dire, son capital politique –sa légitimité-, les ressources naturelles auxquelles il a accès et qu'il peut mobiliser, l'espace, le temps, le capital financier, les savoir-faire et les connaissances.

La réactivité des autres acteurs – à travers l'opposition, ou au contraire l'internalisation des signaux envoyés- , contribue ainsi au phénomène de biodégradabilité des politiques, des plans et projets. Comme l'acteur n'agit pas seul mais en situation de pouvoir partagé, l'analyse du triangle de gouvernement pour un acteur doit s'analyser de manière simultanée avec le déploiement du triangle de gouvernement d'autres acteurs, tous étant en interaction avec la biosphère (Passet, 1979, van Vliet, 1997). La gouvernabilité devient ainsi une propriété émergente d'un système composé d'au moins deux acteurs dans un contexte bio-physique donné. D'autre part, comme le triangle de gouvernement est différent pour chaque acteur, la gouvernabilité ne peut être qu'auto-référentielle et de nature fluctuante : pour chaque acteur, la gouvernabilité n'est pas une donnée fixe, sinon un espace soumis aux règles de la vie, un

espace qu'il faut défendre, préserver, réinventer. La biodégradabilité n'affecte pas seulement les politiques publiques ou les stratégies privées, réduisant ainsi la gouvernabilité perçue depuis la perspective de ces acteurs. Elle peut de même affecter nos propres approches... Ainsi, si nous observons la conception et la mise en œuvre de l'approche PES sur la période 1973-2007, on peut constater que le fossé entre les aspirations initiales de la PES et la réalité de sa mise en œuvre tend à se creuser.

Il y a donc bien des limites à la gouvernabilité, mais comme il s'agit d'une propriété émergente, elles ne sont pas nécessairement visibles pour un acteur dans le cours de l'action. Ces limites sont encore plus difficiles à percevoir dans le cas d'acteurs ayant une forte tendance à l'autopoïèse. Elles sont plus facilement observables par des acteurs dans ses entours (des « observateurs », qui ne perçoivent d'ailleurs pas non plus les limites de leur propre gouvernabilité...). La reconnaissance des limites à la gouvernabilité demande un effort d'intelligibilité quasi insurmontable de la part d'un acteur donné : elle ne peut surgir que d'une réflexion conjointe et réciproque, d'où le besoin de travailler avec les nombreux artisans du pilotage en milieu complexe acteurs (van Vliet, 1997).

## **II. Une lecture du CAG : des convergences, des illusions communes, mais aussi des points à approfondir**

A partir de ces réflexions, nous constatons de nombreuses pistes de convergence : la nécessité d'analyser les acteurs en présence et les principaux enjeux dans leurs interactions; le fait de dire que la gouvernance et la gouvernabilité doivent s'analyser à partir d'une multiplicité d'acteurs et pas seulement à partir de l'Etat ; la reconnaissance de la complexité (conflit, incertitude) ; la complémentarité ou similarité des outils (analyses d'acteurs, les problèmes, l'analyse d'enchaînements d'actions (PES) ou de processus (en termes du CAG) ; le besoin de rapprocher connaissance et le monde de la décision.

### **Une illusion commune : rapprocher le monde de la recherche et le monde de la décision.**

Les défenseurs de l'approche PES partagent avec ceux qui prônent le CAG cette idée qu'il convient de tisser les liens entre « le monde de la décision » et « le monde de la recherche », notamment, dans le cas de PES, en reconnaissant que la connaissance est une ressource rare et constitue une partie essentielle du « triangle de gouvernement ». Pour le monde de la décision (notion assez vaste), le monde de la recherche (notion aussi vaste) ne produit qu'une partie des connaissances dont il a vraiment besoin pour décider (il dispose de nombreuses autres

sources de connaissance) et les chercheurs se révélèrent être des acteurs comme les autres, face auxquels il convient de coopérer, de confronter, ou fuir... Pour leur part, alors que l'idée de décision semble rimer avec une certaine instantanéité et fluidité, les chercheurs impliqués ont découvert, au delà des ravages causés par la rationalité limitée, que le monde de la décision pouvait être caractérisé par tout sauf la prise de la décision... Les lenteurs, les tournolements, l'absence de décision, les demi-décisions, quand ce ne sont pas les brusques décisions inadaptées, les décisions partiellement remises en question, les décisions en retard ou les effets espérés enfin, mais bien après que les décisions aient été prises (la fameuse hystérèse)... La réalisation de cette idée pourtant nécessaire exige de mieux connaître les méandres de la production de connaissance dans le monde de la recherche et les arènes de la conception et mise en œuvre des stratégies dans le «monde de la décision».

**Quelques remarques sur la définition de la gouvernance suggérée par le CAG.** Les batailles de jardiniers web autour de la définition de la gouvernance et de la gouvernabilité qui agitent le site de Wikipedia ne semblent pas très porteuses. La grande variété et richesse des interprétations devrait être préservée, me semble-t-il : la décantation viendra au moment de la mise en opération. Cela dit, la définition de la gouvernance selon le CAG appelle plusieurs réflexions :

a. La gouvernance est définie au niveau d' «une société donnée». Mais comment combiner la reconnaissance par le CAG, de l'émergence de multiples acteurs (polycentricité, hétérarchie) avec une approche qui réduit la gouvernance à un phénomène observable au niveau de « la société »... Je suis en faveur d'une tentative de définition acteur-centrée de la gouvernance et de la gouvernabilité, à partir d'un acteur donné, tout en reconnaissant les interactions avec d'autres acteurs organisés et avec la biosphère (van Vliet, 1997).

b) La gouvernance ne se réduit pas à la production de décisions ou de règles du jeu (institutions, normes) : les interactions entre acteurs concernent aussi l'application d'énergie (imaginer un match de foot où l'on discute seulement des normes ?).

c) Le CAG se réclame de l'interdisciplinarité, mais d'une interdisciplinarité étroite, limitée aux sciences sociales. Cette limitation provient de la définition de la gouvernance proposée. Pourquoi ne pas intégrer d'emblée la biosphère et ses relations avec les différents acteurs dans la définition même de la gouvernance?

**Conclusions**



1. Les sources de la réflexion sur la gouvernabilité sont lointaines et variées, elles ne se réduisent pas au monde académique, ni à celui de la finance multilatérale : les mouvements politiques et sociaux ont joué un rôle essentiel dans le développement de ces réflexions. Les notions de gouvernabilité et de gouvernance constituent un patrimoine bariolé et hétéroclite certes, mais un patrimoine commun appartenant à de nombreux artisans du pilotage, qui ne peut être capturé par les Etats, ni par la Banque Mondiale, ni par les partis, ni même par les chercheurs, quel que soit leur courant.
2. Il y a de nombreux points de convergence entre les approches CAG et PES, approches dont l'étude et mise en application mutuelle mérite d'être approfondies.
3. L'expérience de PES montre que nos propres approches peuvent être affectées par la biodégradabilité, phénomène que nous tentons de cerner au niveau de notre objet d'étude et d'action, la gouvernabilité. Cela nous oblige à redoubler les efforts pour la réinvention de nos cadres d'analyse et approches.

## **Bibliographie**

BEER (Stafford). A Platform for Change.-Chichester, New York : John Wiley & Sons, 1975.-

BEER (Stafford). Decisión y control : el significado de la investigación de operaciones y la administración cibernética; titre original Decision and Control (1966), traduit de l'anglais par Marcial Suárez.-México : Fondo de Cultura Económica, 1982.-

Colloque International « Gouvernance : vers un cadre conceptuel » (2007), CD-ROM, 22, 23, 24 Novembre, IUED, Genève

CROWTHER W., FLORES G. (1970). Public Administration Problems in Latin America and Solutions from the United States of America"; multigraphié présenté à la "Réunion d'experts sur les capacités administratives pour le développement" organisée par la Commission Economique pour l'Amérique Latine (CEPAL).-Santiago de Chile : Nations Unies (CEPAL), 1970.-

CROZIER (Michel). "Western Europe"; p. 11-57 in : CROZIER (Michel), HUNTINGTON (Samuel), WATANUKI (Joji).-The Crisis of Democracy : Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission.- New York : New York University Press, 1975.

CROZIER (Michel). La société bloquée.- Paris : Seuil, 1970.-

CROZIER (Michel). Le phénomène bureaucratique.- Paris : Seuil, 1963.

DE BRUIJN (J.A), TEN HEUVELHOF (E.F.). "Policy instruments for steering autopoietic actors"; p. 161-170 in : Autopoiesis and configuration theory : new approaches to societal steering / sous la direction de R.J. in't Veld et al.- Dordrecht / Boston / London : Kluwer, 1991.-

DEUTSCH (Karl W.). The Nerves of Government : Models of Political Communication and Control.- New York : The Free Press, 1966.- Deuxième édition (avec une nouvelle introduction).-

ETZIONI (Amitai). The Active Society : A Theory of Societal and Political Processes.- New York : The Free Press, 1968.-

GRAHAM, G., 1960. America's Capacity to Govern : Some Preliminary Thoughts for Prospective Administrators.-Alabama : University of Alabama Press.

HUFTY M. (2007), «Proposition de mise en œuvre du concept de gouvernance : le cadre analytique de la gouvernance », communication présentée au Colloque International : « Vers un cadre analytique de la gouvernance », 22,23,24 Novembre, IUED, Genève.

MACCIOCCHI (Maria Antonietta). Pour Gramsci.-Paris : Seuil, 1971.-

MATUS C. (1972). Estrategia y plan. México : Siglo XXI, 1972.

MATUS C. (1980). Planificación de situaciones. México : Fondo de Cultura Económica.

MATUS C. (1982). Elementos de planificación estratégica. Material para el curso de COR-DIPLAN, multigr. Caracas.

MATUS C. (1985). Planificación, libertad y conflicto.- Caracas : IVEPLAN.

MATUS C. (1987a). Adios Señor Presidente : planificación, anti-planificación y gobierno.- Caracas : Pomaire.

MATUS C. (1987b). “Planificación en sistemas de baja gobernabilidad”, p. 243-266 in : Seminario Internacional de Economía Campesina y pobreza rural / sous la direction de Jorge Bustamente R.- Bogotá : Fondo de Desarrollo Rural Integrado.

MATUS C. (1990). Política, planificación y gobierno.- Caracas : Fundación ALTADIR, 1990.-

MATUS C. (1992). “El líder sin Estado Mayor”, in : Revista de Planificación Situacional, Fundación ALTADIR, Caracas.

MATUS C.(1983). Planeación normativa y planeación situacional. Revista El Trimestre Económico, México DF.

PASSET, (René). L'économique et le vivant.- Paris : Payot, 1979.- Collection Traces.-

POLANYI (Michael). The Logic of Liberty : Reflections and Rejoinders.-The University of Chicago Press, Chicago, 1951.

Public administration in a time of turbulence / sous la direction de Dwight Waldo.- Scranton / London / Toronto : Chandler, 1971.

United Nations (1951). “Standards and Techniques of Public Administration (with special reference to technical Assistance for Under-developed Countries”, United Nations, New York.

VAN VLIET, G. (1997) Doctoral thesis: “Le pilotage aux confins mouvants de la gouvernance: économie, politique, écologie et régulation en Amazonie Colombienne, 1975-1990” (English title:”Steering there where governance ends: economy, politics, ecology and regulation in the Colombian Amazon, 1975-1990”), Mimeogr. Paris: Université Paris I Panthéon Sorbonne, under direction of Prof essor René Passet.  
[http://tel.ccsd.cnrs.fr/documents/archives0/00/00/74/90/index\\_fr.html](http://tel.ccsd.cnrs.fr/documents/archives0/00/00/74/90/index_fr.html)

## **Courte biographie**

Geert van Vliet (1954) est économiste et a travaillé en tant que fonctionnaire puis consultant pour une variété d'organismes multilatéraux et bilatéraux en Amérique Latine et en Afrique de l'Ouest. Il a

travaillé sur la PES et contribué à sa diffusion depuis 1982. Il est membre de l'Unité de Recherche sur les politiques publiques et l'action collective au CIRAD depuis 2005.